



Qu'est-ce qui aura changé ?

Le samedi 12 avril 2008, le président Nicolas Sarkozy a eu un entretien non programmé avec le président Marc Ravalomanana. Il a été question de cette vérité de la Palisse consistant à « évoquer la coopération économique entre les deux pays tant à travers les projets d'investissements français que du soutien de la coopération française au développement de Madagascar »,

Un dossier d'investigations du domaine de la politique économique signé Jeannot Ramambazafy.

selon l'Elysée qui a poursuivi qu'« à ce titre, le président de la République a rappelé que la France soutenait activement le Madagascar Action Plan qui sera au coeur de la prochaine conférence des amis de Madagascar au mois de juin ». Mais qu'est-ce qui aura changé entre les relations des deux pays, depuis le Général Joseph Gallieni ?



Le rôle économique de la colonisation selon Jules Ferry :

« La concurrence, la loi de l'offre et de la demande, la liberté des échanges, l'influence des spéculations, tout cela rayonne dans un cercle qui s'étend jusqu'aux extrémités du monde. C'est là un problème extrêmement grave. Il est si grave (...) que les gens les moins avisés sont condamnés à déjà prévoir l'époque où ce grand marché de l'Amérique du Sud nous sera disputé et peut-être enlevé par les produits de l'Amérique du Nord. Il faut chercher des débouchés... [Le passage humanitaire cité ci-dessus est extrait de cette partie du discours] Je dis que la politique coloniale de la France, que la politique d'expansion coloniale, celle qui nous a fait aller, sous l'Empire, à Saigon, en Cochinchine, celle qui nous a conduit en Tunisie, celle qui nous a amenés à Madagascar, je dis que cette politique d'expansion coloniale s'est inspirée d'une vérité sur laquelle il faut pourtant appeler un instant votre attention : à savoir qu'une marine comme la nôtre ne peut pas se passer, sur la surface des mers, d'abris solides, de défenses, de centres de ravitaillement. (...) Rayonner sans agir, sans se mêler aux affaires du monde, (...) c'est abdiquer, et, dans un temps plus court que vous ne pouvez le croire, c'est descendre du premier rang au troisième et au quatrième... ».

HISTOIRE

DE LA

GRANDE ISLE
MADAGASCAR.

Par le Sieur D. E. F. L. A. C. O. P. R. T. Directeur Général de
la Compagnie Française de l'Océan, & Commandant
pour la Majesté dans l'Isle de Madagascar.

Avec une Relation de ce qui s'est passé de son règne, 1663,
à 1697, non encore vu par la première Impression.



À PARIS,

Chez GARNIER, Citoyen, au Palais, sur les dé-
grés en montant pour aller à la fontaine Cléopâtre.

M. DC. LXXI.

AVEC LE PRIVILEGE DE SON MAJESTÉ.

Déjà, depuis 1663, Madagascar est une vieille convoitise de la France qui y détient des comptoirs commerciaux. Du point de vue géopolitique, cette Grande île de l'océan Indien se situe sur la route maritime entre l'ancienne Indochine et la métropole. Dès lors, la France manifesterait sans ambages sa volonté d'en faire une colonie vers la fin des 1800. En 1885, une expédition militaire décidée par Jules Ferry s'assure quelques gages territoriaux et impose à la reine Ranavalona III un protectorat français. Dans les faits, ce fut la politique impérialiste de la dynastie régnante qui rapprochera la France de Madagascar. Or, des peuples malgaches refusaient de se soumettre au royaume Merina. Il faut se rappeler qu'en 1840, plusieurs chefs locaux avaient conclu des traités avec des officiers français, dans le but de se placer sous la protection de la France et d'échapper ainsi à la tutelle d'Antananarivo. Se basant sur ces traités, la France affirma alors ses droits sur la partie nord-ouest de l'île, amenant à la première guerre franco-malgache (1883-1885) qui aboutit à la prise de nombreux points d'appui sur le littoral par les troupes françaises. Peu après ce premier conflit, la France revendiqua un droit de contrôle sur les relations étrangères du gouvernement malgache qui refusa catégoriquement. Malheureusement, en 1890, Londres et Berlin reconnaissent à Paris le droit d'intégrer Madagascar dans sa zone d'influence. Un authentique partage de gâteau. Dès décembre 1894, les troupes françaises occupèrent Tamatave et le

30 septembre 1895, elles firent leur entrée dans Antananarivo. Le 1er octobre, le protectorat français est institué. En 1896, la monarchie est abolie et l'île entièrement engloutie dans le domaine colonial français.



La victoire face à un puissant mouvement nationaliste -les « Menalamba » ou Toges Rouges-, écrasé par un affrontement du pot de terre contre le pot de fer, permettra à la France d'achever sa totale prise de contrôle sur Madagascar. Dès lors, c'est l'armée française qui centralisera toutes les initiatives. Elle deviendra l'outil qui permettra d'instaurer un profit économique et commercial à la métropole. Ainsi, la politique économique française à Madagascar dans les années 1890 avait fait appel à l'armée, instrumentalisée dans un but commercial et de profit, avant toute autre considération. Cette entreprise incluait une acculturation certaine des « indigènes » malgaches. Toutefois, ce pragmatisme dans la gestion de Madagascar ne faisait pas oublier les menaces des puissances étrangères ou coloniales dans la quête française d'autorité sur l'île. Si l'on résume la situation de l'époque, la politique économique française à Madagascar consistait en : l'utilisation de l'armée française dans un but de profit économique et commercial ; la volonté de la métropole à implanter des maisons françaises pour assurer la présence nationale ; l'instrumentalisation de l'armée pour imposer les produits français ; la recherche d'une implantation dans les esprits, les mœurs et les cœurs ; l'inscription française dans la consommation et la production ; l'inscription de l'identité française dans les mœurs. Déjà, à cette époque, la France était confrontée au danger de la prise d'influence de puissances étrangères dans un espace très ouvert à des rayonnements occidentaux multiples : la menace anglaise était déjà une concurrence très ancienne et les Américains s'érigeaient en une nouvelle puissance économique mondiale, en quête de nouveaux marchés.



jeanmramambazaly@madagate.com